



WEBINAIRE – La démocratie en péril: comment le pluralisme religieux renforce sa résilience?

Lundi 27 octobre 2025 | 18h00 – 19h30 (CET)

Traduction simultanée FR/EN
Elizabeta Greneron and Sanja Furnadjiska-Adams
Moderatrice: Dr. Thea Mohr



Table des matières	Page
DEMOCRATIE = CONFIANCE = COMPASSION Remarques introductives: <i>par Gabriela Frey, Co-présidente</i> <i>Comité pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel CdE</i>	3
UNE PERSPECTIVE MUSULMANE EUROPEENNE <i>par Carla Amina Baghajati, EULEMA (European Muslim Leaders' Majlis)</i>	4
FOI, DIALOGUE ET VALEURS COMMUNES: RENFORCER LA DÉMOCRATIE ENSEMBLE <i>par Lena Zoller, Stiftung Welthethos (Fondation Éthique mondiale)</i>	8
LA DEMOCRATIE EN PERIL: Comment le pluralisme religieux renforce sa résilience? <i>par Tamás Kodácsy (CPCE, ECEN, etc.)</i>	13
DEMOCRATIE <i>par Roland Minnerath, Archevêque émérite de Dijon</i>	18
Mots de conclusion <i>par Lilia Bensedrine-Thabet, Co-présidente</i> <i>Comité pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel CdE</i>	24



DEMOCRATIE = CONFIANCE = COMPASSION

Remarques introductives

Par Gabriela Frey,

Co-Présidente du comité pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel

Pour commencer, je tiens à remercier chaleureusement le Dr Tilmann Borghardt, qui m'a inspiré les réflexions suivantes servant d'introduction à ce webinaire. Je remercie également l'IARF (l'association internationale pour la liberté religieuse) pour la mise à disposition du lien Zoom.

Pourquoi notre démocratie est-elle en péril? Pourquoi, à une époque où tout change si rapidement, la confiance dans la démocratie est-elle si fragilisée par la montée en puissance des forces radicales? Il semble que le principe d'égalité entre tous les êtres humains soit de plus en plus remis en cause et que le principe d'égalité des droits perde progressivement de son poids. Sans reconnaître à quel point nous sommes tous interdépendants et connectés les uns aux autres à l'échelle mondiale, l'égoïsme et le nombrilisme se renforcent. Ainsi, beaucoup considèrent que leur droit de vie consiste à exploiter les ressources mondiales, à discriminer les autres et à prendre ce dont les autres ont besoin pour vivre, etc.

Cette tendance à faire passer l'intérêt personnel avant le bien commun est atténuée par le pluralisme religieux. Car l'une des préoccupations centrales de nombreuses religions, croyances et philosophies est de promouvoir les valeurs intérieures de chaque individu et leur développement. L'athée allemand et homme politique de gauche Gregor Gysi a écrit: « Seules les religions sont vraiment en mesure de façonner des valeurs morales et éthiques fondamentales qui ont un caractère universel au sein de la société. De nombreux membres des Églises vivent et transmettent des valeurs morales et éthiques telles que le respect de la dignité humaine, la solidarité et la miséricorde, ce qui contrecarre de manière positive toutes les tendances à l'aliénation dans la société »

Les êtres humains progressent lorsqu'on leur donne la possibilité de s'épanouir librement et de développer leurs qualités intérieures, tandis que dans un système totalitaire, la liberté de pratiquer sa religion et le désir de tracer soi-même son chemin intérieur sont progressivement restreints.

Au sein d'une démocratie, nous abandonnons aussi nos points de vue étroits et nous nous ouvrons à la vision des autres, nous voyons ce dont ils ont besoin et nous développons notre sens de l'entraide. L'entraide, c'est penser aux autres, aux plus faibles et aux minorités, afin d'éviter la souffrance et les conflits qui peuvent en découler.

Ainsi, la démocratie signifie entrer en résonance les uns avec les autres, c'est-à-dire résonner ensemble et développer une conscience toujours plus fine de ce qui est le mieux pour le plus grand nombre. C'est pourquoi la démocratie et la compassion sont intimement liées. C'est aussi pour cette raison que les religions, les croyances, les philosophies et les personnes qui vivent selon leurs valeurs sont si importantes. Avec cette attitude, nous voulons pouvoir



compter sur les processus décisionnels et un système efficace de séparation des pouvoirs. Outre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, des médias indépendants et une science indépendante sont également essentiels.

Il est communément souhaité que les groupes d'intérêt (lobbyistes) n'interviennent pas trop dans la politique. C'est pourquoi la pluralité est si importante à l'heure actuelle. Nous n'avons pas besoin de religions d'État, mais de personnes sincères qui vivent en accord avec leurs valeurs. Des personnes en qui on peut avoir confiance. La démocratie ne fonctionne que si ses citoyens sont informés, responsables et libres de penser, et si leurs représentants élus se comportent de manière authentique en tant que défenseurs engagés du bien commun. Le bien commun n'est pas la somme de tous les intérêts individuels, mais signifie que chacun sort de son égocentrisme pour adopter une vision qui inclut la famille, la société, son propre pays, l'Europe et le monde entier.

Une bonne culture du débat fait partie intégrante de la démocratie, dans laquelle les points de vue les plus divers sont discutés avec compétence et respect. Il est aujourd'hui plus que jamais dans notre intérêt de consolider notre démocratie. La religion et le pluralisme religieux peuvent façonner les valeurs qui y sont associées de manière universellement reconnue et ainsi renforcer la résilience de la démocratie. Avec notre webinaire, nous souhaitons y contribuer et rendre plus visibles les qualités des religions.

Avant de passer la parole à ma collègue, le Dr Thea Mohr, j'aimerais attirer votre attention sur notre dernière initiative: Réseau pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel. Nous y recueillons et mettons en réseau les « pratiques inspirantes de dialogue ». Nous serions ravis que vous consultiez ce site web: <https://niric-dialogue.eu/>

La démocratie en péril: comment le pluralisme religieux renforce sa résilience UNE PERSPECTIVE MUSULMANE EUROPEENNE

Carla Amina Baghajati, EULEMA (European Muslim Leaders' Majlis)

Biographie de Carla Amina Baghajati (née en 1966 à Mayence et vivant à Vienne) est membre du conseil d'administration de l'EULEMA (European Muslim Leaders' Majlis) et s'engage au sein du MJLC (Muslim Jewish Leadership Council) dans le cadre d'activités au niveau européen. Elle a une formation professionnelle dans le domaine de l'éducation religieuse et occupe depuis 2014 le poste de directrice de l'autorité de surveillance scolaire pour l'éducation religieuse islamique en Autriche. Elle a pour objectif de promouvoir le dialogue interreligieux et la cohésion sociale. Elle a publié de nombreux ouvrages dans ce domaine. Son livre « Muslimin sein - 25 Fragen, 25 Orientierungen » (Être musulman - 25 questions, 25 orientations) a été publié par Tyrolia en 2015. Membre fondatrice de la plate-forme „Chrétiens et Musulmans en Autriche“ et de l'Initiative des musulmans autrichiens, elle s'engage dans le débat public afin de combler les fossés d'incompréhension. Elle a reçu la Croix fédérale du mérite autrichienne en 2008.



Merci d'avoir organisé ce webinaire

- L'EULEMA vient tout juste d'adhérer à la CINGO, la Conférence des organisations internationales non gouvernementales du Conseil de l'Europe
- Notre participation à cet important webinaire organisé par le Comité pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel constitue notre première coopération publique
- En cette période marquée par une montée du populisme et de la polarisation, des initiatives comme celle-ci au niveau européen sont plus que jamais nécessaires.
- EULEMA se réjouit à la perspective d'une coopération solide et fructueuse et espère développer une collaboration étroite.

Une approche positive d'une question complexe... et en fait:

- Bien que la « religion » soit moins importante pour beaucoup de gens dans un monde de plus en plus laïc, elle reste un facteur décisif dans la formation de l'identité
- Les autorités religieuses sont confrontées au scepticisme lorsqu'il s'agit d'adopter des valeurs démocratiques dans la vie communautaire et doivent réfléchir à leur propre position
- L'histoire européenne enseigne une histoire souvent horrible de conflits de pouvoir tournant autour de la revendication de « la seule et unique vérité » - et de nombreuses leçons ont été tirées et doivent être mémorisées
- Le dialogue et la coopération interreligieux constituent une ressource importante pour la cohésion sociale dans un monde pluraliste

Une approche spirituelle – L'unité dans la diversité

- L'islam enseigne que la diversité fait partie de la création de Dieu Tout-Puissant.
- Le pluralisme doit être accepté – personne ne doit être contraint dans ses croyances.
- La vérité absolue appartient à Dieu le Miséricordieux – et c'est Lui qui sera le juge final.
- Les hommes doivent s'efforcer de faire le bien et seront mis à l'épreuve dans les bonnes actions (Coran 5:48).
- Se rencontrer pour apprendre à se connaître encourage le dialogue et les interactions pacifiques (Coran 49:13).
- Des valeurs telles que la droiture, l'empathie, l'aide aux nécessiteux, la patience, la résolution des problèmes par la discussion de solutions possibles – toutes ces valeurs font partie de la pratique de la démocratie et se retrouvent dans les enseignements de l'islam ainsi que dans d'autres religions et convictions.

Exemples méritant d'être mis en avant

- Coopérations interreligieuses et interconvictionnelles dans les domaines de l'éducation, de la protection sociale et de la lutte contre le racisme dans toute l'UE.
- Le statut juridique des communautés religieuses peut varier selon les États membres européens: plus elles sont intégrées dans les différentes institutions, plus il leur est facile de s'appuyer sur un « dialogue institutionnalisé » et de s'impliquer dans des actions concrètes.



- Les villes européennes s'engagent souvent dans la création d'un « conseil des religions » et dans des initiatives similaires visant à promouvoir la compréhension mutuelle et la paix et à envoyer des signaux forts en faveur des interactions personnelles – le Conseil de l'Europe encourage ces approches (« Villes interculturelles – construire l'avenir sur la diversité »).

Meilleure pratique: programme des ambassadeurs MJLC

- Mise en relation de jeunes professionnels juifs et musulmans
- Participation de différentes villes dans différents pays
- Tutorat de leaders juifs et musulmans
- Programme de formation spécifique
- Chaque équipe élabore un programme/une initiative
- Effets positifs et durabilité: mise en réseau, réduction des fractures sociales, promotion d'une meilleure compréhension, lutte contre les tendances à l'antisémitisme et à l'islamophobie, encouragement des échanges entre les générations.

En ce qui concerne l'islam, il y a un gros « MAIS!... »

Même si nous soulignons le potentiel des religions pour renforcer les valeurs démocratiques, nous ne pouvons fermer les yeux sur les craintes croissantes associées aux sentiments antimusulmans:

- Au cours de l'histoire européenne, l'Islam a été utilisé comme moyen de se définir par la mise à l'écart de l'autre (par exemple, à l'époque des croisades, lors des sièges ottomans), tandis que le riche patrimoine culturel et les échanges scientifiques ont été sous-estimés
- L'extrémisme, le terrorisme et la question migratoire alimentent les discours présentant l'islam comme contraire aux valeurs européennes.
- Le manque de connaissances pour comprendre des termes tels que « charia » ou « djihad » permet aux mouvements populistes d'attiser facilement les émotions. Ils s'appuient sur des opinions extrémistes et en ont besoin pour créer un concept d'ennemi, ce qui entraîne un cercle vicieux dangereux de polarisation où les extrêmes se renforcent mutuellement et stimulent les tendances extrémistes des deux côtés.

Déclarations musulmanes:

Diverses déclarations prônent la compatibilité entre l'islam et l'Europe:

- Conférence européenne des imams et des érudits musulmans, Vienne 2003: « L'Islam est conforme aux valeurs de la démocratie, de l'État de droit, du pluralisme et des droits de l'Homme ».
- Deux conférences de suivi en 2006 et 2010, réunissant chacune environ 130 dirigeants musulmans, ont abordé des questions plus pratiques et élaboré des plans d'action, notamment sur le rôle des femmes et des jeunes: « L'intégration par la participation » - une approche clé pour s'engager en faveur du bien-être commun.
- « Une parole commune » - déclaration de 38 érudits musulmans en réponse au discours du pape Benoît XVI à Ratisbonne en 2006: Corriger plusieurs malentendus sur l'Islam, comme l'approche vers des personnes d'autres confessions.



Clarifications...

- La « charia » signifie littéralement « chemin vers l'eau » et traduit dans cette image la nécessité de rechercher constamment la puissance essentielle des sources religieuses chaque fois que de nouvelles questions se posent. Car il est dans la compréhension même de l'islam de contextualiser les réponses aux questions de pratique religieuse en fonction de l'évolution des temps, des lieux et des sociétés. Cela garantit flexibilité et pragmatisme. Les demandes populistes visant à interdire la « charia » reviendraient à priver les musulmans de toute pratique religieuse et témoigneraient d'une ignorance totale de la véritable signification de la « charia ». En d'autres termes, tout comme pour le « droit canonique » dans les Eglises chrétiennes, la « charia » a sa place dans un monde laïc, car elle n'entre pas en concurrence avec l'État de droit.
- Le « djihad » est compris comme la lutte pour obtenir l'agrément de Dieu, d'abord en combattant ses propres désirs les plus sombres, puis en étant prêt à soutenir la légitime défense lorsque cela est nécessaire. Il est très important de noter que nul individu n'est habilité à décider du moment où un tel cas se présente, mais que cette décision revient au chef légal.
- Ceux qui affirment que l'islam ne connaît pas la démocratie, ignorent que la religion ne peut être comparée à un concept politique. Mais les éléments essentiels pour soutenir la démocratie en tant que méthode garantissant la participation au processus décisionnel se retrouvent très bien dans les Écritures et dans l'exemple du mode de leadership du prophète Mahomet (par exemple, le principe de « shura » – consultation mutuelle).

Données sur les attitudes envers les musulmans:

European Union Agency For Fundamental Rights « Être musulman dans l'UE » (2024)

- La discrimination raciale à l'égard des musulmans a fortement augmenté depuis 2016
- Effets négatifs dans différents domaines où la participation et l'égalité d'accès sont essentielles, comme l'éducation, le travail et la vie quotidienne

Bertelsmann Stiftung – « Religionsmonitor » (2015):

- 90 % des musulmans en Allemagne sont favorables à la démocratie
- 61 % des non-musulmans sont d'avis que « l'islam ne s'intègre pas dans le monde occidental ».

Universität Wien/ORF – « Was glaubt Österreich » (2025) :

- 31 % pensent que la pratique de leur religion devrait être restreinte pour les musulmans
- 25 % affirment que les musulmans ne devraient pas avoir les mêmes droits que les autres croyants.

Participation démocratique sans citoyenneté?

- Les musulmans des États membres de l'UE n'ont souvent pas la citoyenneté et ne peuvent pas participer aux élections politiques



- Il existe néanmoins différentes façons de s'engager dans un système démocratique ! La démocratie signifie s'engager pour le bien commun, prendre des responsabilités dans le bénévolat, dans des initiatives publiques...
- Il ne s'agit pas de l'idée populiste et identitaire d'une domination de la majorité sur les minorités... mais de garantir la sécurité et les droits humains pour tous dans une société pluraliste.
- Participer au débat public, connaître les possibilités qui permettent de faire entendre sa voix et s'impliquer.
- Les personnes ayant des convictions religieuses et humanistes peuvent être un modèle pour vivre la démocratie en interaction!

FOI, DIALOGUE ET VALEURS COMMUNES: RENFORCER LA DÉMOCRATIE ENSEMBLE

Lena Zoller, Stiftung Welthethos (Fondation Éthique mondiale)

Biographie de Lena Zoller est directrice générale de la Fondation pour une éthique mondiale depuis décembre 2024. En tant que chercheuse spécialisée dans les questions de paix et de conflits (M.A.), elle est une leader d'opinion engagée dans la promotion d'une coexistence respectueuse et pacifique entre tous les peuples. Forte de plus de dix ans d'expérience professionnelle dans le domaine du dialogue interculturel et interreligieux, du développement durable et de la coopération internationale, elle a mené à bien des projets visant à promouvoir la responsabilité mondiale et la coexistence harmonieuse dans des sociétés diversifiées.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est un grand plaisir d'être ici avec vous aujourd'hui pour discuter du rôle des acteurs confessionnels et des valeurs éthiques communes qu'ils défendent dans le renforcement de la démocratie. Nos sociétés sont confrontées à de nombreux défis: polarisation croissante, méfiance grandissante envers les institutions, montée du populisme et fragmentation sociale. Dans des moments comme ceux-ci, les religions et les visions du monde peuvent jouer un rôle crucial, à condition que leur potentiel soit reconnu et utilisé à bon escient. Pour commencer, je souhaiterais-vous présenter la Fondation Weltethos (pour une éthique mondiale), au sein de laquelle je travaille.

1. L'idée d'une éthique mondiale

L'idée d'une «éthique mondiale» a vu le jour dans les années 1980 avec Hans Küng, théologien et philosophe suisse. En 1990, son livre Project Global Ethic (Projet d'éthique mondiale) a été publié. Küng souhaitait non seulement proposer une théorie philosophique, mais aussi apporter des réponses pratiques aux défis de son époque. Un an après la chute du mur de Berlin, son message était clair:

- « Il n'y a pas de paix entre les nations sans paix entre les religions.
- Il n'y a pas de paix entre les religions sans dialogue entre les religions.
- Il n'y a pas de dialogue entre les religions sans valeurs et normes éthiques communes.»



En 1993, plus de 200 représentants des religions du monde se sont réunis à Chicago et ont adopté une Déclaration d'éthique mondiale. Deux ans plus tard, en 1995, la Fondation pour l'éthique mondiale a été créée, suivie 17 ans plus tard par l'Institut d'éthique mondiale de l'université de Tübingen. Les principes fondamentaux de l'éthique mondiale sont l'humanité et la réciprocité (la règle d'or), ainsi que des valeurs telles que la non-violence, la justice et la sincérité. Ces principes et valeurs sont partagés par toutes les religions et cultures, formant ainsi une base éthique qui permet aux communautés de vivre ensemble dans la paix et la démocratie.

2. Notre travail aujourd'hui

Nous sommes une petite Fondation opérationnelle, qui compte environ 12 employés basés à Tübingen, en Allemagne. Cette année, nous célébrons notre 30e anniversaire. Notre mission reste la même: traduire la recherche éthique fondamentale en projets concrets, afin que les valeurs communes ne soient pas seulement un accord écrit, mais une réalité vécue.

Notre travail se concentre sur deux domaines principaux

1. Les religions dans la société
2. L'éducation à la démocratie fondée sur des valeurs

Notre objectif est simple mais ambitieux:

- La diversité religieuse et philosophique doit être reconnue comme une force.
- Les jeunes doivent faire l'expérience de l'auto-efficacité et participer à la démocratie comme une pratique vivante.
- Nous voulons leur donner les moyens de s'opposer à l'inhumanité et de soutenir activement une société démocratique plurielle.

Nous travaillons directement avec les jeunes, les écoles, les communautés religieuses et les municipalités. Cette proximité nous permet de traduire les principes éthiques en actions quotidiennes, garantissant ainsi que les valeurs sont vécues, et pas seulement enseignées.

Avant de vous présenter l'un de nos projets concrets, j'aimerais expliquer pourquoi nous affirmons que les acteurs confessionnels sont si essentiels à une démocratie résiliente.

3. Comment les acteurs confessionnels renforcent la démocratie

Les acteurs des différentes religions contribuent de multiples façons à la résilience des sociétés démocratiques:

1. Valeurs et orientation éthique
 - o Ils transmettent des principes fondamentaux tels que la dignité humaine, la justice, la non-violence et la solidarité, fournissant ainsi des repères éthiques particulièrement importants en temps de crise.
2. Renforcement de la confiance et cohésion sociale
 - o Les démocraties dépendent de la confiance entre les citoyens et envers les institutions. Les communautés religieuses peuvent combler les fossés entre des groupes qui, sans cela, resteraient isolés.
3. Engagement de la société civile



o Les acteurs religieux sont souvent impliqués dans des projets sociaux, des programmes pour la jeunesse et l'intégration des réfugiés, renforçant ainsi la cohésion sociale et la capacité des systèmes démocratiques à relever les défis.

4. Critique et responsabilité

o Les acteurs confessionnels peuvent jouer un rôle prophétique, en demandant des comptes aux gouvernements et aux institutions, en mettant en avant les questions éthiques et en promouvant l'équité et la justice.

5. Perspective internationale et solidarité

o De nombreuses organisations confessionnelles sont connectées à l'échelle mondiale, soutenant les principes démocratiques au-delà des frontières et contribuant à la prévention des conflits et à la coopération internationale.

6. Action locale et mondiale

o Si de nombreuses organisations confessionnelles contribuent à la résilience démocratique à l'échelle mondiale, il est tout aussi important de voir comment ces principes sont mis en pratique localement.

Permettez-moi de vous donner un exemple concret tiré de notre travail ici en Allemagne.

4. Conseils des religions

À la Fondation Weltethos, nous menons un projet pour aider les villes du Bade-Wurtemberg, où se trouve notre Fondation, à créer leurs propres conseils des religions. Grâce au soutien du ministère des Affaires sociales du Bade-Wurtemberg, nous avons pu développer et concrétiser cette idée à plus grande échelle depuis maintenant plus de huit ans.

Ce projet renforce le dialogue interreligieux et la cohésion sociale dans les communautés locales. Notre travail consiste principalement à conseiller et à accompagner les municipalités et les communautés religieuses dans le processus de création et de mise en place de conseils locaux des religions, et à mettre en relation ces conseils au niveau régional.

Pourquoi est-ce important?

L'Allemagne, comme beaucoup de sociétés aujourd'hui, connaît une diversité croissante sur le plan religieux et culturel, tandis que l'appartenance aux Églises traditionnelles est en déclin. Ces changements peuvent être source d'incertitude et de tensions, mais aussi offrir de nouvelles opportunités de coopération et de compréhension. Notre projet aide les villes à créer des espaces de rencontre où des personnes de différentes confessions peuvent nouer des relations et travailler ensemble pour le bien commun.

Depuis 2017, nous avons soutenu une vingtaine de municipalités, organisé plus de 15 ateliers de débat d'idées et contribué à la création de 13 conseils locaux des religions. Chaque conseil réunit des représentants de différentes croyances – par exemple, chrétienne, musulmane, juive, bahá'íe, bouddhiste, hindoue et autres – ainsi que des membres du gouvernement local. Ils se réunissent régulièrement pour discuter des questions d'actualité, conseiller



l'administration municipale et planifier des initiatives sociales communes qui renforcent la vie communautaire.

Il est important de noter que ces conseils ne se concentrent pas sur le dialogue théologique. Ils abordent plutôt les questions sociales, éthiques et civiques qui touchent tous les habitants de la ville. Certains conseils ont également mis en place des groupes de travail distincts où les représentants religieux se réunissent entre eux, sans la participation des autorités locales, afin d'échanger leurs points de vue sur des questions théologiques.

Les conseils des religions servent de plateformes pour instaurer la confiance entre les communautés religieuses et améliorer la communication entre les groupes religieux et les autorités locales. Ils confèrent aux acteurs religieux un rôle visible et respecté dans la vie publique et renforcent la compétence des municipalités à gérer de manière constructive la diversité religieuse et culturelle. Cela s'est avéré être une structure préventive précieuse contre la polarisation et les conflits.

Dans la ville de Reutlingen, le Conseil local des religions a été fondé avec notre soutien en 2019. Il regroupe les Églises chrétiennes, la communauté juive, plusieurs associations musulmanes et la communauté bahá'íe. Le conseil est rapidement devenu un partenaire respecté de l'administration municipale. Lorsque la pandémie a frappé, les tensions se sont accrues, la désinformation et la peur se sont répandues. Le conseil a réagi en organisant une déclaration publique commune appelant à la solidarité et à la bienveillance entre toutes les confessions.

Ils ont également coordonné le soutien bénévole aux personnes âgées et isolées pendant les confinements, montrant ainsi que les communautés religieuses peuvent être une source essentielle de lien social.

Depuis lors, le Conseil a organisé des prières interconfessionnelles pour la paix, des rencontres entre jeunes et des débats publics sur la discrimination et la démocratie. Ces activités ont permis d'instaurer une confiance durable entre des groupes qui n'avaient que rarement interagi auparavant.

C'est une vérité simple mais puissante: lorsque des personnes de confessions différentes agissent ensemble, le dialogue devient tangible et la démocratie se renforce.

Grâce à ce projet, les responsables religieux deviennent des agents de confiance visibles aidant les gouvernements à gérer la diversité et démontrant que la démocratie prospère lorsque les différences sont acceptées plutôt qu'ignorées.

Dans les années à venir, nous souhaitons étendre ce modèle fructueux au-delà du Bade-Wurtemberg, en offrant des conseils aux municipalités de toute l'Allemagne. Notre objectif est de mettre en place des structures durables à l'échelle nationale pour le dialogue interreligieux et de rendre visibles dans la société les contributions positives des communautés religieuses.



Les Conseils des religions montrent comment le dialogue éthique peut passer de principes abstraits à la pratique quotidienne, comment des valeurs telles que le respect, la justice et la bienveillance peuvent être vécues localement. Ces conseils sont, dans le meilleur sens du terme, la démocratie en action.

6. Conclusion: foi, valeurs communes et démocratie

Les acteurs religieux contribuent de manière significative à la résilience des sociétés démocratiques de plusieurs façons importantes. J'ai déjà souligné comment les acteurs confessionnels renforcent la démocratie. Permettez-moi de conclure en résumant pourquoi leur contribution est si essentielle et ce qu'elle nous apprend sur la démocratie elle-même.

1. Dialogue et instauration de la confiance:

Ils créent des espaces sûrs où les différences sont ouvertement reconnues et où les conflits peuvent être traités de manière constructive. En réunissant des personnes de confessions et de visions du monde diverses, ils favorisent la compréhension et le respect mutuels. Ces interactions aident les communautés à développer la confiance et la cohésion sociales dont dépend la démocratie, transformant ainsi des principes abstraits en expériences vécues.

2. Éducation et sensibilisation:

Ils jouent, pour les citoyens, un rôle clé dans l'éducation aux valeurs, à l'histoire et à la diversité culturelle. Grâce à des ateliers, des programmes de tutorat et des initiatives visant à impliquer les jeunes, ils remettent en question les stéréotypes, réduisent les préjugés et encouragent la participation active à la vie publique. En dotant les individus, en particulier les jeunes, des compétences et de la confiance nécessaires pour interagir de manière respectueuse malgré les différences, ils renforcent le tissu démocratique de la société.

3. Orientation éthique:

Les communautés religieuses nous rappellent que la démocratie ne se résume pas aux lois, aux élections ou aux institutions. Elle est également ancrée dans des valeurs communes, la dignité humaine et la cohésion sociale. En mettant l'accent sur des principes tels que la justice, la non-violence et la réciprocité, les acteurs religieux aident les sociétés à surmonter les dilemmes moraux, à prendre des décisions éthiques et à défendre l'esprit de la démocratie, même dans les moments difficiles.

À la Fondation Weltethos, nous voyons chaque jour comment des initiatives telles que les Conseils des religions transposent ces principes dans la réalité. Loin d'être une source de division, la religion peut être une force de connexion, de compréhension et d'engagement démocratique.

En cette période de polarisation sociale et d'incertitude, ce travail est plus important que jamais. Il démontre que la diversité est une force, que le dialogue est un outil et que les valeurs éthiques communes sont le fondement de démocraties résilientes.

Reconnaissons donc et soutenons activement le rôle des acteurs confessionnels dans la construction de ponts, la promotion d'une culture démocratique et la formation de sociétés



où le pluralisme, le respect et la dignité humaine ne sont pas seulement des idéaux, mais aussi des réalités quotidiennes.

Je vous remercie infiniment.

La démocratie en péril:
Comment le pluralisme religieux renforce sa résilience?
Tamás Kodácsy (CPCE, ECEN, etc.)

Biographie: Le révérend Tamás Kodácsy est un théologien-pasteur réformé hongrois et mathématicien programmeur. Il est actuellement professeur associé de théologie systématique à l'Université théologique réformée de Sárospatak et pasteur à Dunakeszi. Il a obtenu son doctorat dans le domaine du dialogue entre la science et la théologie, avec un accent particulier sur la cosmologie. Son enseignement et ses recherches portent sur l'éthique sociale, en particulier la justice économique et écologique, et sur les relations entre l'Église et la démocratie en Europe centrale. Il a précédemment occupé les fonctions de maître de conférences adjoint à l'université théologique réformée de Debrecen (2000-2004) et d'aumônier universitaire et maître de conférences à l'université Károli Gáspár de l'Église réformée (2004-2014). Il a été chercheur invité au New College de l'université d'Édimbourg (2018/2019). Il a été l'un des initiateurs et membres fondateurs du Réseau des collèges chrétiens roms pour les études supérieures en Hongrie.

Mr Kodácsy est à la tête du Mouvement hongrois des éco-congrégations et siège aux conseils d'administration du Conseil de la Communion des Églises protestantes en Europe (CPCE), du Réseau chrétien européen pour l'environnement (ECEN) et du Réseau européen de recherche en écothéologie chrétienne (ECErN). Il est également membre du comité directeur de l'initiative œcuménique mondiale « Temps de la création ».

Introduction

Pendant la période communiste, le chanteur-compositeur Tamás Cseh (1943-2009) et son partenaire créatif Géza Bereményi sont devenus les voix subtiles d'une génération réduite au silence en Hongrie. Se produisant dans une petite buanderie (mosókonyha), ils ont transformé l'ironie et l'intimité en une résistance silencieuse.

En 1979, ils ont écrit une chanson prophétique¹ :

Magamat láttam tíz év múlva itt,
hallottam ezt, a mostani dal hangjait,
és attól féltem, nehogy ez a dal legyen,
hogy tíz év múlva ne ez a dal legyen.

Je me voyais ici dans dix ans
J'entendais les sons de cette chanson d'aujourd'hui
et j'avais peur que ce soit justement cette chanson,
que dans dix ans, ce ne soit celle-ci encore.

1 CSEH Tamás, BEREMÉNYI Géza: „Ten Years After”, 1979. <https://csehtamasarchivum.hu/dal/classic/ten-years-after>



La « chanson » symbolisait la monotonie de la vie socialiste — le refrain sans fin des slogans et de la résignation. Leur espoir était que l'histoire change de rythme. Dix ans plus tard, en 1989, cet espoir s'est réalisé: le rideau de fer est tombé, et l'obéissance murmurée est devenue la musique ouverte de la liberté.

Mais en 2016, Bereményi a revisité la chanson avec des paroles plus sombres²:

Miközben vallás- és kultúrkör szerint
Ugranak népek egymásnak megint.
Eszem ágában sem volt, hogy a jövőben ez
legyen,
Föl sem merült, hogy az én emberemem
Az ősi fajta ezt veszi majd elő,
Ezt a jobb híján kitarult más jövőt!

Alors que pour des raisons de religion et de culture
Les peuples s'affrontent à nouveau.
Je n'aurais jamais imaginé que l'avenir serait ainsi
Je n'aurais jamais pensé que mon-espèce humaine
Ce vieux genre reviendrait,
Ce futur choisi à défaut de mieux !

Ce qui exprimait autrefois l'espoir déplore aujourd'hui la répétition. La religion et la culture, censées inspirer la solidarité, sont redevenues des sources de conflit.

La « chanson » évolutive de Cseh et Bereményi reflète le paradoxe de la foi: l'engagement religieux peut à la fois soutenir et détruire la démocratie. Lorsqu'il est ancré dans l'humilité, il renforce la conscience et la paix; lorsqu'il est associé à la fierté ou à l'idéologie, il engendre l'hostilité et la guerre.

La chanson qui a commencée comme une protestation se termine comme un appel à la maturité. La foi doit rester autocritique et compatissante si elle veut aider l'humanité à changer de ton, passant de la peur à la réconciliation.

1. Les leçons de l'histoire européenne

L'histoire de l'Europe nous met en garde contre ce qui se passe lorsque la religion devient une arme plutôt qu'une force de réconciliation. Le continent a subi les guerres de religion françaises, la guerre civile anglaise et surtout la guerre de Trente Ans (1618-1648), qui a décimé l'Europe centrale. De ces tragédies est née la conviction que la question de Dieu ne peut être résolue par les armes.

À partir de cette prise de conscience, l'Europe a construit l'idée de paix religieuse et de tolérance, fondements de la démocratie moderne. La conviction ne doit jamais être imposée; la vérité doit être recherchée par le dialogue et la conscience.

La foi renforce la démocratie lorsqu'elle reste humble et prophétique.

En résistant à l'idolâtrie de la nation, de l'idéologie ou du parti, elle préserve la dignité humaine et la liberté. Lorsque les croyants considèrent chaque personne comme créée à l'image de Dieu, ils deviennent les bâtisseurs d'une société juste et compatissante.

2. L'idolâtrie politique — une foi mal placée

En tant que théologien réformé originaire de Hongrie, où la foi et la politique sont souvent trop étroitement liées, j'ai étudié l'idolâtrie politique — comment la politique et la religion

2 CSEH Tamás, BEREMÉNYI Géza: „Ten Years After”, 2016. <https://www.youtube.com/watch?v=fhETTUuTm7o>



expriment toutes deux le désir humain de sens, mais peuvent aussi devenir des substituts à Dieu. Lorsque nous construisons notre vie autour d'idoles politiques, nous devenons dépendants d'elles. Lorsque ces idoles sont menacées, nous paniquons — nous ne sommes pas simplement déçus, mais catastrophés. La chute de notre parti, de notre leader ou de notre idéologie nous semble être la fin du monde.

Comme Timothy Keller le fait remarquer dans *Counterfeit Gods* (2009):

« L'un des signes indiquant qu'un objet fait office d'idole est que la peur devient l'une des principales caractéristiques de la vie. Lorsque nous centrons notre vie sur l'idole, nous devenons dépendants de celle-ci. Si notre faux dieu est menacé de quelque manière que ce soit, nous réagissons par une panique totale. Nous ne disons pas: « Quel dommage, quelle difficulté », mais plutôt: « C'est la fin! Il n'y a plus d'espoir! »

C'est peut-être la raison pour laquelle tant de gens réagissent aujourd'hui de manière si extrême aux tendances politiques aux États-Unis [et dans l'Union européenne]. Lorsque l'un des deux partis remporte une élection, un certain pourcentage des perdants parle ouvertement de quitter le pays. Ils deviennent agités et craignent pour l'avenir. Ils ont placé dans leurs dirigeants politiques et leurs politiques le genre d'espoir qui était autrefois réservé à Dieu et à l'œuvre de l'Évangile. Lorsque leurs dirigeants politiques sont écartés du pouvoir, ils vivent une mort. [...] Les points de discorde éclipsent tout le reste et créent un environnement toxique.

Un autre signe d'idolâtrie dans notre politique est que les opposants ne sont pas considérés comme simplement dans l'erreur, mais comme mauvais. [...] La polarisation politique croissante et l'amertume que nous observons aujourd'hui dans la politique américaine sont le signe que nous avons fait de l'activisme politique une forme de religion. Comment l'idolâtrie engendre-t-elle la peur et la diabolisation? » (Timothy Keller, *Counterfeit Gods*, 2009, 104.)³ Cette peur explique pourquoi les transitions politiques peuvent provoquer des réactions aussi extrêmes, même dans les démocraties. Lorsqu'un parti perd, ses partisans ressentent non seulement la défaite, mais aussi le désespoir. Les opposants ne sont plus dans l'erreur, mais sont considérés comme malveillants.

Cette polarisation transforme l'activisme politique en une forme de religion. Les campagnes acquièrent des rituels, des slogans et des absolus moraux. Chaque camp proclame sa propre droiture et diabolise l'autre. Cette dynamique est visible à l'échelle mondiale, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et au-delà.

3. Homo politicus — L'être humain en tant qu'être politique

Aristote appelait l'être humain „zoon politikon“ animal politique“, concept selon lequel l'homme est un animal social qui vit en société.

3 KELLER, Timothy, *Counterfeit Gods: The Empty Promises of Money, Sex, and Power, and the Only Hope that Matters*, Penguin Books, New York, 2009, 104.



L'éthologie moderne, comme l'a noté Vilmos Csányi⁴, nous rappelle que les instincts politiques ont des racines biologiques: toute politique concerne la question de la répartition des ressources. Nous recherchons la sécurité et l'appartenance, souvent motivés par la peur et le désir.

De ce point de vue, le comportement politique peut être compris, mais pas excusé. La corruption, la manipulation et les fausses promesses font appel à d'anciens mécanismes de survie. La conscience de ces instincts peut rendre notre vie civique plus réaliste — et peut-être plus miséricordieuse.

Le contraire de cela est l'idiotie politique. En grec, l'idiotēs n'était pas stupide, mais un citoyen refusant de participer à la vie publique. Aujourd'hui, beaucoup se retirent de la politique au nom de la neutralité ou de la pureté. Mais le retrait n'est pas la solution.

S'abstenir, c'est renoncer à notre responsabilité prophétique envers la société et les générations futures.

Il n'existe pas de vie apolitique. Même le silence a des conséquences.

4. Le modèle de l'Exode — Quand la politique devient religion

L'avertissement le plus dramatique de la Bible contre l'idolâtrie est l'histoire du veau d'or (Exode 32).

En attendant Moïse, le peuple s'est impatienté. Il a fondu son propre or pour fabriquer un dieu visible — celui-là même qui l'avait libéré. Il ne s'agissait pas d'un culte étranger, mais de l'objectivation de la liberté elle-même.

Chacun a contribué par sa fortune personnelle, transformant l'idole en une sorte de société par actions spirituelle. Aujourd'hui, les idoles politiques sont semblables: des produits elles sont le produit de l'anxiété collective, nourries par la foule sur le plan émotionnel et matériel.

Lorsque la liberté est transformée en produit, elle est perdue. « Voici ton dieu, Israël, qui t'a fait sortir d'Égypte », ont-ils dit, oubliant que la libération ne peut être fabriquée. Seul un Dieu indépendant de nous peut véritablement libérer.

De même aujourd'hui, nos démocraties risquent d'adorer des idoles qu'elles ont elles-mêmes créées: des mythes nationaux, des leaders charismatiques ou des idéologies promettant la rédemption. L'idolâtrie de la politique naît toujours de l'impatience, le refus d'attendre ce qui dépasse le contrôle humain.

4 CSÁNYI Vilmos, *Íme, az ember*, Libri, Budapest 2015, 282–283.



5. Exemples politiques d'idolâtrie

Nous pouvons reconnaître l'idolâtrie politique sous plusieurs formes récurrentes⁵:

1. La sacralisation du pouvoir — lorsque les dirigeants revendiquent un mandat divin ou historique. Les systèmes totalitaires du XXe siècle, tant fascistes que communistes, ont remplacé la foi par l'idéologie et exigé une loyauté absolue.
2. Le nationalisme religieux — lorsque la foi devient une identité politique plutôt qu'une conscience prophétique. Le langage du salut est utilisé pour défendre la nation, et la dissidence devient un blasphème.
3. La religion civile — lorsque les symboles et les cérémonies nationaux acquièrent un statut sacré. Les constitutions, les drapeaux ou les révolutions sont vénérés comme s'ils étaient des révélations divines.
4. La peur apocalyptique — lorsque les opposants politiques ne sont pas considérés comme étant dans l'erreur, mais comme maléfiques. Cet absolutisme moral détruit le dialogue et rend la réconciliation impossible.

Toutes ces formes révèlent la même structure: l'absolutisation du fini — la transformation du pouvoir humain en une fausse transcendance.

6. De créatures politiques à êtres communautaires

Jésus-Christ a assumé pleinement la nature de l'homo politicus — engagé, mais libre. Il a été confronté à des questions politiques concernant la loi, les impôts et l'empire, mais a refusé à la fois le retrait (idiotisme) et le fanatisme (idolâtrie).

Il n'a ni fui le monde ni capitulé devant ses puissances. Sa polis était le kosmos; sa communauté, l'humanité toute entière.

Le suivre, c'est devenir non seulement politique, mais véritablement communautaire — engagé pour la justice sans idolâtrie, fidèle sans aveuglement.

Dans cette transformation, le pluralisme religieux devient un allié, et non une menace. La rencontre avec d'autres confessions enseigne l'autocritique et l'humilité. Elle nous empêche de confondre nos convictions avec la vérité ultime.

Ainsi, le pluralisme renforce la résilience en exposant les idoles cachées et en maintenant une vigilance morale.

5 KODÁCSY, Tamás: *A bálványimádás és politikai idiotizmus jelei a választási időszakban*, 2018.
https://kotoszo.blog.hu/2018/03/20/a_balvanyimadas_es_politikai_idiotizmus_jelei_a_valasztasi_idoszakban



7. Conclusion — Le courage de briser les idoles

Notre époque est confrontée à de nouvelles idoles: les mythes nationaux, le populisme numérique et l'illusion que la technologie ou les marchés peuvent nous sauver. Même les communautés religieuses sont tentées de sanctifier leurs idéologies.

Mais la survie de la démocratie dépend de l'humilité spirituelle — le courage de briser les idoles, y compris les nôtres. Le pluralisme, lorsqu'il s'enracine dans le respect et la repentance, devient une discipline de liberté. Il nous rappelle que la vérité transcende tous les systèmes et n'appartient à aucune tradition en particulier.

Comme Martin Luther l'a écrit au début de ses 95 thèses:

« Lorsque notre Seigneur et Maître Jésus-Christ a dit: « Repentez-vous », il a voulu que toute la vie des croyants soit une vie de repentance. »

Comme l'a écrit Paul Tillich, le principe protestant est « la protestation prophétique contre la prétention de toute réalité humaine à détenir la vérité absolue et à croire en une validité inconditionnelle ». C'est le « non » de l'Esprit à toute tentative de rendre infini le fini, absolu le relatif, divin l'humain.

Ce principe n'appartient pas uniquement au protestantisme; il est un acte de jugement permanent au sein de toutes les religions et cultures. Il exige que nous résistions à toute forme de profanation et de diabolisation, même au sein de nos propres communautés. Le principe protestant nous rappelle que la foi doit toujours rester autocritique, toujours ouverte à la réforme, toujours consciente que Dieu est au-delà de nos systèmes, nos institutions et notre politique.

La repentance signifie ici une réforme constante, un détournement des idoles pour se tourner vers la vérité.

Si nous pratiquons cela ensemble, chrétiens, bouddhistes, musulmans et toutes les personnes de conscience, alors le pluralisme religieux ne fragilisera pas la démocratie, mais il en renouvellera son cœur moral.

DEMOCRATIE

par Roland Minnerath, Archevêque émérite de Dijon

Biographie: Roland Minnerath a étudié l'histoire à la Sorbonne à Paris, les sciences administratives à l'université Paris IX-Dauphine ainsi que la théologie catholique et le droit canonique à la faculté de théologie catholique de l'université de Strasbourg et à l'université pontificale grégorienne à Rome. Il a fréquenté l'Almo Collegio Capranica et a été ordonné prêtre le 25 juin 1978. Après deux années d'études supplémentaires à l'Académie pontificale de Rome, il est entré au service diplomatique du Saint-Siège. Il est titulaire d'un doctorat en théologie, en droit canonique et en sciences administratives, ainsi que d'une maîtrise en histoire.



De 1980 à 1985, il a été secrétaire, puis auditeur à la nonciature à Brasilia, puis à Bonn. Le 10 avril 1981, le pape Jean-Paul II lui a conféré le titre honorifique d'aumônier de Sa Sainteté. De 1985 à 1988, il a travaillé à la Secrétairerie d'État du Saint-Siège.

De 1989 à 2004, il a été professeur d'histoire de l'Église et de relations juridiques entre l'Église et l'État et a obtenu la chaire d'histoire de l'Église à la faculté catholique de l'université de Strasbourg puis de 2004 à 2011 archevêque de Dijon. Depuis 1992, il est membre de l'Académie pontificale des sciences sociales et depuis 1997, membre de la Commission théologique internationale. Il est également membre du Comité mixte pour le dialogue théologique entre catholiques et chrétiens orthodoxes.

Il a publié de nombreux ouvrages et articles sur l'histoire de l'Église, en particulier sur les débuts du christianisme, ainsi que sur les relations entre l'État et l'Église, notamment la doctrine sociale et l'éthique sociale.

1. La démocratie comme système de gouvernement du peuple par le peuple a tout à gagner à s'ouvrir à l'apport spécifique des traditions religieuses, souvent ignorées ou méthodiquement écartées, comme si elles ne constituaient pas un élément du patrimoine vivant de la société civile. Alors même que les religions contribuent à former les mentalités, les systèmes éthiques et les valeurs sociale, il est bon de leur donner la parole surtout si elles font d'emblée le choix de la démocratie.

Le Conseil de l'Europe est l'institution phare qui après la dernière guerre s'engage à faire prévaloir, de la part de ses Etats membres, les droits humains et les libertés fondamentales, la démocratie et l'Etat de droit. Ces trois domaines sont étroitement connectés. Pour qu'il y ait démocratie, il faut que dans la société il y ait égalité civile entre les citoyens qui forment le peuple en qui réside la souveraineté, qu'il y ait séparation des pouvoirs et pluralisme politique. Pour que la démocratie se renforce, elle a besoin d'un terrain sur lequel prospérer, une culture de la discussion et du compromis, un socle de valeurs communes, des objectifs à atteindre en matière de développement économique, de justice sociale et des relations entre Etats fondées sur le droit international. En régime démocratique, c'est la règle de droit qui doit prévaloir, non celle du plus fort.

La démocratie est aujourd'hui en péril parce que ces principes et ces valeurs se sont érodées et que nous voyons surgir le phénomène troublant des idéologies extrémistes et du populisme.

Aujourd'hui l'Église catholique défend le système démocratique. Encore faut-il s'interroger sur ce qu'elle entend par là. Il convient de rappeler qu'il n'en a pas toujours été ainsi.

2. Au XIXe siècle le mouvement démocratique est apparu suspect à l'Église pour deux raisons. Dans la ligne du contrat social de Hobbes et de Rousseau, le peuple souverain, se prononçant à la majorité, est la source de la loi. Il décide de ce qui est bien et de ce qui est mal. En se sécularisant l'Etat se coupait de toute référence à une transcendance, pour un champ d'action illimité

Dans la doctrine catholique, les pouvoirs publics sont constitués pour travailler au bien commun de la société. Le mode de désignation des gouvernants est laissé à la libre disposition



des peuples. Le bien commun est appréhendé comme l'ensemble des conditions qui permettent la réalisation des droits et de devoirs de chaque personne. Le bien commun est la première valeur que les pouvoirs publics doivent clairement identifier et mettre en œuvre. Ce processus ne va pas de soi. Il exige des institutions adaptées et une éthique rigoureuse de la part des dirigeants.

La doctrine sociale de l'Église depuis Léon XIII repose sur la dignité de la personne humaine et sur le bien commun. La démocratie n'est pas le bien suprême, elle est le régime le mieux adapté à la poursuite de ces deux objectifs: promouvoir la dignité de la personne et veiller au bien commun de la société.

A travers les encycliques papales, l'Église a développé un corps de réflexion sur la société qui s'appuie sur le double principe de la dignité inhérente à toute personne humaine et du devoir du tout pouvoir organisé de servir le bien commun. Le bien commun suppose la recherche de la liberté, de la vérité, de la solidarité, de la justice. La loi naturelle, inscrite dans l'humanité de l'homme oriente les lois positives. Les biens de la terre ont une destination universelle. Depuis la cellule familiale jusqu'aux relations internationales toute collectivité doit se gouverner selon le principe de subsidiarité. La démocratie respecte la règle de droit.

Dans un monde de post-vérité et de post-réalité, la démocratie ne peut survivre, car alors le vivre-ensemble ne s'appuie plus sur un ordre et des valeurs communes, mais sur l'arbitraire et le pouvoir illimité des plus puissants.

Le passage de la pré-modernité à la modernité s'était caractérisée par l'abandon d'une vision objective du monde fondée sur Dieu à une vision subjective de la vérité centrée sur l'individu. Dès lors ce n'est plus la vérité objective, inscrite dans l'ordre créé, mais le consensus des citoyens. Ce qui heurtait la pensée catholique c'était le caractère « illimité » et subjectif que revêtait l'exercice de la liberté, sans référence à un ordre de valeurs éthiques universel. Lorsque l'Église parle d'éthique universelle elle entend l'ordre naturel que l'intelligence humaine discerne, la « loi de la nature » qui préexiste aux lois humaines positives. Cette pensée n'est pas confessionnelle, elle relève d'une philosophie présente chez Aristote et les Stoïciens de l'Antiquité. Pour les croyants, cet ordre naturel est celui de la création. Le langage de la philosophie politique rejoint le langage de la foi.

Le Magistère catholique a abordé la question du régime démocratique avec précaution, toujours en relation avec les évolutions en cours. D'abord une prise de conscience, dans la société industrielle naissante, d'un éveil à la démocratie sociale, à commencer par le droit des travailleurs de s'associer. Puis Pie XII, à la Noël 1944, admet que la démocratie est le seul régime « conforme à la dignité et à la liberté des citoyens », « un postulat naturel exigé par la raison elle-même ». Enfin Jean Paul II, avec l'encyclique *Centesimus annus* 46 (1991) enlève tout doute sur la préférence de l'Église pour un régime démocratique compris comme réalisation du programme des droits de l'homme. « L'Église apprécie le système démocratique, comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun ».



3. La question est posée par la relation aujourd'hui établie entre démocratie et relativisme éthique. Les systèmes de pensée qui proclament l'existence d'une vérité objective, notamment dans le domaine de l'anthropologie et du droit naturel sont taxés d'ennemis de la démocratie. L'idée d'un horizon de vérité serait une menace pour le pluralisme des idées et des systèmes de valeurs, donc une menace pour la démocratie. La démocratie serait ainsi la résultante et le garant du pluralisme. Mais le pluralisme sans référence à un pôle de valeurs communes, c'est le relativisme pur. Le relativisme pur est cependant socialement intenable. Si les citoyens ont la liberté d'adhérer à toutes les opinions possibles et de les exprimer, ils ont besoin d'un ordre civil qui leur garantit cette liberté.

Ce qui caractérise les sociétés démocratiques occidentales, c'est la perte des repères éthiques, la fin du socle des valeurs communes, la distension du lien social, l'incapacité de l'éducation de former des citoyens libres et responsables, l'individualisme exacerbé et l'isolement croissant des personnes les unes par rapport aux autres.

De plus, les groupes de pression, les médias, conditionnent le débat démocratique. Les sociétés démocratiques n'ont guère de prise sur les contraintes économiques de la globalisation. De vastes secteurs de l'activité des marchés financiers échappent à tout contrôle démocratique. Les grandes institutions financières internationales n'ont pas de légitimité démocratique.

Les décisions sont prises loin des citoyens, hors des circuits de concertation démocratique. La rapide diffusion de l'Intelligence artificielle menace de déposséder encore plus les citoyens de leur droit de contrôle sur les choix économiques. La puissance des réseaux sociaux et leur capacité de créer des fausses informations décourage. L'avenir paraît fabriqué à la Silicon Valley plus que dans les débats démocratiques.

Le bilan des rapports entre démocratie et éthique paraît donc mitigé. Au début de l'ère industrielle, la démocratie libérale a promu l'inégalité, s'est désintéressée du sort du prolétariat. On a indiqué que les démocraties n'ont pas évité les guerres. Aujourd'hui les valeurs du marché envahissent tout le champ social. Les valeurs de solidarité –à plus forte raison de solidarité intergénérationnelle- s'effacent. Le sens de la responsabilité et la notion de bien commun ne sont plus mobilisateurs.

4. La démocratie comme système de gouvernement exige des conditions précises: une culture démocratique du respect mutuel, un fonds de valeurs partagées, une anthropologie qui voit dans les individus des sujets libres et capables de participer aux décisions qui concernent tous. Elle exige aussi un système social qui favorise la responsabilité, un système économique qui permet la libre entreprise, une vision de la société où le pouvoir social s'édifie à partir du bas vers le haut et où le citoyen n'est pas le jouet infantilisé d'un Etat tout-puissant. Bien plus la démocratie pour être opérationnelle doit respecter les règles qui la fondent. Elle ne peut mettre en question le principe même de l'égalité des citoyens, de l'alternance au pouvoir, etc. La démocratie a donc besoin que ces valeurs soient vécues et reçues dans la société. La démocratie est-elle possible si elle n'est pas portée par des citoyens responsables?



La démocratie ne peut se développer que conjuguée avec l'idée de personne, de responsabilité et de solidarité. Les valeurs qui portent la démocratie plongent leurs racines dans les profondeurs de la conscience, informée par l'expérience, la réflexion, la religion. Elles tirent leur vigueur d'une vision de la personne humaine et de sa dimension sociale constitutive. Les valeurs qui conditionnent la démocratie sont bien antérieures à la pratique de la démocratie parlementaire. La transcendance qui fonde et renforce la pratique démocratique est celle de la loi morale naturelle inscrite en chaque personne humaine.

Parmi les valeurs qui conduisent à la démocratie, il convient de se demander lesquelles paraissent plus indispensables que d'autres.

La première est le respect de l'autre, autrement dit la reconnaissance que tous les membres d'une société ont même dignité et mêmes droits. Le pouvoir ne peut être monopolisé par quelques-uns, qu'ils y prétendent par la naissance, la science, le savoir-faire ou l'appartenance à un courant idéologique. Il est la chose de tous. Tous les citoyens ont le droit de prendre part aux décisions qui les concernent.

Un test de démocratie est l'intégration des minorités ethniques. Les démocraties nationales doivent protéger la famille, les groupes culturels qui vivent selon une solidarité naturelle en son sein. Ceux-ci ne doivent pas revendiquer des privilèges incompatibles avec le bien commun de l'ensemble de la communauté dont ils font partie.

On a souligné qu'en démocratie doit prévaloir ce que Max Weber appelait l'éthique de responsabilité. L'éthique de conviction convient à une société homogène qui partage les mêmes valeurs. L'éthique de responsabilité s'accorde avec les sociétés pluralistes dans lesquelles les alliances sont changeantes en fonction des objectifs, où il s'agit de prononcer des arbitrages équilibrés dont on peut répondre des conséquences.

La démocratie commence dans les consciences où se forment les convictions profondes. Les principes d'éthique sociale ne tirent pas leur validité du jeu démocratique. Ils lui sont antérieurs. Ils ont leur fondement dans la nature humaine. Les pratiques démocratiques découlent de conceptions antérieures à la démocratie elle-même.

Hegel a appelé « société civile » les associations de citoyens qui prennent leurs intérêts en charge sans avoir recours à l'Etat. Celui-ci doit exercer une fonction subsidiaire ou supplétive et ne pas envahir les domaines où les citoyens sont capables de s'autogérer. Jusque là on ne distinguait pas entre Etat et société civile.

La transmission des valeurs qui fondent la démocratie se fait par l'éducation. La cité grecque devait sa culture civique à la *paideia*. On ne naît pas démocrate, on le devient par l'éducation. On a relevé que les valeurs sur lesquelles est construit un système démocratique sont enseignées par des institutions qui ne sont pas démocratiques: la famille, l'école, les Eglises. Il est légitime de se demander s'il existe encore des valeurs communes reconnues par la société. L'individualisme est devenu le filtre de la compréhension et de l'extension des droits humains, comme en témoigne la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme avec son recours systématique à l'art. 8 de la Convention européenne sur le droit à la vie privée. L'éducation qui prône la satisfaction du désir de l'enfant, indépendamment de toute



objectivité, qui inculque que même nos déterminations biologiques sont des constructions sociales, ne prépare pas au débat démocratique. Sans un horizon de réalité et de vérité à déchiffrer ensemble il n'y a pas de débat démocratique.

5. La démocratie doit rester vigilante devant les évolutions qui risquent de la remettre en cause. Aujourd'hui, on relève les menaces qui peuvent venir du processus de globalisation en cours. Les démocraties qui fonctionnaient sur une base nationale avec une histoire et des valeurs son maintenant confrontées avec une économie globale. Un ordre supranational est souhaitable avec contrôle démocratique. Le concept de démocratie -décision par la majorité- ne peut être étendu sans circonspection au-delà de la sphère des procédures de décision politiques. Il n'y pas d'harmonie automatique entre l'économie de marché et la démocratie

L'Eglise catholique mise sur l'engagement des citoyens pour faire prévaloir les valeurs fondatrices de la démocratie dans les lois et la culture démocratique des pays. La réalité est que par ce moyen elle n'a jamais réussi à influencer les législations et les mentalités des sociétés sécularisées. Du coup, des courants catholiques radicaux rêvent du retour de l'Etat autoritaire qui imposerait des normes conformes à l'ordre naturel.

On s'aperçoit que la condition principale de la démocratie réside dans sa capacité de définir et de garantir le domaine des valeurs indisponibles. Le rôle de la constitution des Etats est de proclamer les principes et les valeurs à la lumière desquels seront élaborées les lois. Le législateur ne peut faire et défaire les lois qui mettent en œuvre ces principes, selon les besoins changeants de la société. Mais il ne peut changer les principes et les valeurs qui fondent la convivialité sociale elle-même. Parmi ces principes, il faut nommer le droit à la vie, la liberté de conscience, de pensée et de religion, la protection de la famille. Ces principes et ces droits doivent être constitutionnalisés. Ils sont indisponibles, car fondés dans la nature des êtres humains. En un mot, la société se protège démocratiquement contre les abus de la démocratie.

Dans la synthèse idéale entre valeurs et démocratie, le religieux est pourvoyeur d'archétypes et de valeurs fondées sur l'homme et sa destinée. La démocratie est une valeur produite en amont de la pratique démocratique et des régimes démocratiques. Cet amont se situe dans la société civile et dans les institutions qui enseignent la dignité de la personne et les visions du monde pourvoyeuses de valeurs. Les institutions politiques ne font que mettre en œuvre les valeurs vécues par la société.

La distance est grande entre la démocratie en crise et l'idéal démocratique prôné par l'Eglise. Celle-ci doit rester dans la compétence qui lui est propre: transmettre sans relâche les valeurs qui sont à la source des régimes démocratiques, qui relèvent de la conviction et de l'engagement des citoyens.



MOTS DE CONCLUSION

par Lilia Bensedrine- Thabet

Co-présidente du comité pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel, CdE

Chers intervenants, chers participants,

Au fil de ce webinaire, un fil rouge s'est clairement dégagé: la démocratie et le pluralisme religieux partagent une même exigence – celle de la confiance, du respect mutuel, du dialogue. Dans un monde traversé par la polarisation, le repli identitaire et la perte de repères communs, le pluralisme religieux se révèle non pas comme une menace, mais comme une ressource essentielle pour la résilience démocratique.

Nous avons entendu que les religions et les convictions, lorsqu'elles s'enracinent dans la conscience du bien commun, peuvent offrir un cadre éthique universel: respect de la dignité humaine, justice, solidarité, non-violence. Ces valeurs se retrouvent dans toutes les religions. Elles en constituent la règle d'or: « Fais à autrui ce que tu souhaites qu'il te fasse. Ne fais pas à autrui ce que tu ne souhaites pas qu'il te fasse ». Ces valeurs ne sont pas abstraites; elles deviennent réelles lorsqu'elles sont vécues au quotidien, par exemple dans des initiatives locales, comme les conseils des religions, véritables laboratoires de démocratie en action.

Le dialogue interreligieux, interconvictionnel, loin d'effacer les différences, les met en relation. C'est un apprentissage et une éducation à écouter, à débattre avec respect, à chercher ensemble des solutions. C'est ainsi que la démocratie retrouve son souffle: dans la rencontre, la responsabilité et la reconnaissance mutuelle.

Nous avons aussi vu que la religion peut devenir un danger lorsqu'elle est instrumentalisée en idéologie ou en instrument de pouvoir. Au contraire, elle peut aider la société à rester vigilante face à toute forme d'idolâtrie politique ou économique. Le pluralisme devient alors une discipline de liberté, un rempart contre la tentation du dogmatisme et de la peur. La démocratie ne peut se maintenir que si elle est portée par des citoyens responsables, éduqués aux valeurs, ouverts au dialogue, capables d'écoute et compassion. Le pluralisme religieux, reconnu et pratiqué, est l'un des chemins pour cultiver cette humanité partagée.

Le dialogue aide à faire de la diversité non un motif de division, mais une force de résilience et de paix durable.

Merci à tous pour votre présence, votre écoute et votre engagement